

Réforme et Relance de l'économie au Liban

Date 25, 06, 2018
Update 25, 10, 2019

Roger E. Khayat

Table of Contents

Réforme et Relance de l'économie au Liban.....	1
Résumé.....	3
➔ Avant-propos.....	7
➔ Conjoncture.....	8
➔ Méthodologie.....	8
Les défis majeurs.....	9
➔ Il faut s'entendre sur la réalité de la crise pour lui porter remède. Pour saisir la portée de l'analyse, utile serait de comparer avec les pays qui ont affronté une situation analogue.	9
1- Dégradation de la productivité.....	10
2- Affaiblissement de la demande globale.....	10
3- Large déficit du commerce extérieur.....	11
4- Expansion des inégalités sociales.....	12
5- Progression de la dette publique.....	12
6- Corruption.....	13
➔ Le cercle vicieux.....	13
La politique de réforme de l'Etat.....	15
➔ L'Etat entreprend et/ou se propose une série d'actions au titre de la Réforme. Quelle est leur chance de succès ?	15
➔ Brève évaluation des mesures.....	15
Les six piliers de la réforme.....	18
➔ Quand la crise est systémique il ne sert à rien de colmater les brèches, il faut élaborer un cercle vertueux qui mette en place les piliers d'un système intégral efficace.....	18
Initiatives I - Restaurer la Productivité en facilitant les fusions.....	18
➔ Fusions / Acquisitions.....	20

→	IMPLEMENTATION / DELAI	21
II :	Restaurer la Demande Globale	21
III :	Réduire le déficit du commerce extérieur	22
→	New Deal aux secteurs de production	24
IV -	Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.....	24
V -	Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;	26
VI -	Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;	28
	Synergie des initiatives	29
	EFFETS DIRECT DES INITIATIVES	30
→	Les schémas qui décrivent l'impact direct des initiatives sélectionnées les unes sur les autres forment une petite partie de la synergie globale qui assure le changement, ils démontrent cependant la cohérence du système.....	30
→	1 - Réduction du déficit commercial	31
→	2 - Réduction du chômage.....	32
→	3 - Expansion des investissements locaux	32
→	4 - Investissement direct étranger	33
→	5 - Partenariat public - privé	34
→	6 - Création d'emplois - extension de la population active	35
→	7 - Réduction des inégalités.....	36
→	8 - Hausse de la Demande de produits locaux.....	37
→	9 - Stabilisation/Amortissement de la Dette publique	38
→	10 - Equilibre budgétaire.....	40
→	11 - Retour aux valeurs démocratiques	40
→	12 - La voie du développement inclusif.....	41
	Schéma de réalisation de la réforme.....	42

Résumé

La révolte qui a éclaté jeudi 18 octobre a dévoilé la précarité d'une large majorité de la population. A l'instar de toutes les crises le résultat est un recul sensible du standard de vie des citoyens. Les causes peuvent être diverses. Il est impératif de les identifier pour apporter une solution à la crise.

Les prémices de la crise remontent aux années 90 depuis que le Gouvernement libanais a systématisé le recours aux bons du trésor émis aux enchères et acquis principalement par les banques locales. Le taux d'intérêt réel¹ élevé consenti par l'Etat a marqué le départ du *crowding out*². Cette politique s'est poursuivie jusqu'à présent aboutissant à une dette publique de \$86 Mds, un PIB rabougri de l'ordre de \$53 Mds et un chômage des jeunes dépassant les 40% et les forçant à l'émigration.

La BDL a tenté depuis les années 2000 de limiter l'effet pervers des taux élevés en accordant des prêts bonifiés à certains secteurs de production et à l'habitat. \$1.6 Mds furent ainsi accordés à la production et 100,000 jeunes ont accédé à la propriété. Ces prêts ont permis de retarder la crise sans la conjurer.

La normalisation du taux d'intérêt réel est à la base de l'investissement et de l'emploi. Aucune relance de l'économie n'est possible avant cette normalisation ; alors qu'elle s'avère impossible vu les besoins énormes en devises du pays.

La réforme en question

La réforme à ce jour adresse un ensemble de mesures que l'on peut grouper en (i) économies budgétaires (ii) programmes de développement (iii) ressources de la privatisation.

- Les économies budgétaires, sans compensation parallèle, vont exacerber la récession. Cette compensation peut avoir lieu à partir d'investissements publics et/ou privés, ou du financement de la

¹ Intérêt reel: Taux d'intérêt nominal moins inflation.

² *Crowding out*: Les entreprises réduisent leur production car d'une part le financement n'est plus rentable, et d'autre part ils prévoient un recul de la demande globale.

- production et de la consommation durable à condition qu'elle soit au moins équivalente aux économies réalisées ;
- Les projets CEDRE, le plan McKinsey, l'exploitation du pétrole et du gaz, sont des programmes de développement ; ils ne peuvent assurer une relance de l'économie, ils ont eux-mêmes besoin de fond pour démarrer ; leur effet bénéfique ne se ferait sentir qu'à moyen et long terme ;
 - Les ressources de la privatisation peuvent au mieux réduire la dette publique ; il en faut bien plus pour relancer l'économie. Le Liban n'a pas manqué de capitaux jusqu'à une date récente ; cela n'a pas empêché la dépression que nous avons subi.

La particularité de la réforme envisagée à ce jour est qu'elle ignore les entreprises du secteur privé. Surtout elle ne peut promettre la normalisation des taux d'intérêt, et par conséquent la relance de l'économie.

La relance de l'économie

La reprise de l'économie ne peut provenir que de la prospérité de l'entreprise ; et l'amélioration du budget de l'Etat ne peut qu'en être le résultat, et non le contraire. Dans la situation présente, qui accuse déjà une rupture systémique du circuit économique, la seule voie de recouvrement consiste dans le recours à un « cercle vertueux » dont l'effet serait de restaurer à court terme la croissance réelle et suscite dès à présent des anticipations favorables de nature à restaurer ce circuit :

1. Restauration de la Productivité

La productivité a été fortement entamée par la crise de la demande et la fermeture accélérée des entreprises. Le recul de la production, mesuré par le recul de l'exportation, est de l'ordre de 35% La voie royale pour la restauration de la productivité consiste à favoriser les fusions/acquisitions source de technologie, répartition des frais, et expansion immédiate des marchés. Il faut d'abord abroger la législation qui handicape ces opérations.

2. Soutien de la Demande

La demande globale connaît un recul de 45% mesuré dans la vente au détail entre début 2012 et fin 2018³. En outre la demande a connu une chute brutale dernièrement du fait des menaces de chômage qui ont ouvert grand « la trappe des liquidités »

³ Rapport de la Lebanese Franchise Association

3. Réduction du déséquilibre du Commerce extérieur

Le déficit abyssal une année après l'autre de la Balance commerciale s'est traduit par une perte équivalente d'emplois et une saignée permanente de devises. Le déficit en 2018 s'est élevé à \$17 Mds. Cette situation est le résultat d'une politique inconsciente du commerce extérieur et la signature d'accords léonins à partir de l'an 2000. L'Etat a agi alors contre son propre intérêt et il a aujourd'hui l'obligation de limiter le préjudice.

4. Compression de l'éventail des Revenus

L'éventail des revenus est du domaine de la politique fiscale. L'amélioration des bas salaires est non seulement une obligation sociale mais présente un grand avantage économique. En effet les bénéficiaires de revenus élevés dépensent une partie de leur revenu, et souvent en produits étrangers et/ou à l'étranger ; alors que les revenus de la majorité de la population sont entièrement dépensés dans le pays et assurent une parfaite rotation du circuit économique.

A côté de ces 4 dispositions économiques deux autres dispositions exogènes sont indispensables pour assurer le cercle vertueux :

5. La gestion indépendante de la Dette Publique

La formation de la Dette est à l'origine du *crowding out* qui a brimé l'économie de production, promu l'économie de rente, et précipité le pays dans une crise sans précédent.

6. L'Indépendance de l'Autorité judiciaire

Les études sont prêtes dans les milieux juridiques pour consacrer l'indépendance de la justice. Il faut savoir que c'est également une condition sine qua non pour tout investissement étranger.

Interaction des mesures

Le signe distinctif de ce plan est dans l'interaction positive des mesures qui le forment. La normalisation du taux d'intérêt est impossible par les moyens conventionnels, mais elle est possible dans le cadre du cercle vertueux, qui paraît donc comme la voie de la reprise économique.

- a. Le cercle vertueux, une fois diffusé et compris, va surement susciter des **anticipations favorables**. La perception positive des agents de production est le point de départ du plan, son effet immédiat est de relancer l'investissement dans le secteur de production ;
- b. **L'investissement** dans les secteurs productifs, notamment l'Investissement Direct Etranger, est source de technologie, de productivité et de croissance réelle ;

- c. La **croissance** réelle indique l'état de développement et l'émergence du pays. Elle consolide les anticipations favorables et constitue un indicateur de l'amélioration de l'emploi ;
- d. A mesure que le chiffre du **chômage** se rapproche du chômage frictionnel, la population active anormalement basse au Liban (45%)⁴ gagnerait du terrain et améliorerait d'autant le standard de vie de la population ;
- e. La demande de plus en plus intense de travail rétablirait pour la première fois en 30 ans la base économique de la grille des **salaires** avec l'effet positif qu'on imagine sur l'éventail des revenus, le maintien de l'élite dans le pays, la productivité et la réduction de la pauvreté ;
- f. Le changement se ferait sentir au niveau de la **productivité** et aurait une conséquence directe au niveau de la balance commerciale. La productivité est par ailleurs la source essentielle de rentabilité de l'entreprise ;
- g. L'amélioration constante des facteurs de production se répercute favorablement sur la **profitabilité** des entreprises, dont dépendent les recettes de l'Etat, l'équilibre budgétaire et la stabilisation de la dette. La rentabilité sectorielle constitue l'attraction essentielle des IDE.

Cet exemple de l'interaction des mesures économiques, qui caractérise le cercle vertueux, montre qu'il va bien au-delà des mesures adoptées en favorisant l'impact positif des éléments fondamentaux qui forment le circuit économique.

⁴ Population active: benchmark 65%

→ *Avant-propos*

Toutes les crises finissent par se ressembler. Elles affectent le standard de vie du citoyen. Souvent elles suivent une période de grande prospérité (les Etats Unis la veille de 1929 – le Liban en 1974), parfois un endettement important (Mexique 1971), une crise de surproduction (sud-est asiatique 1996). Entre WW2 et la crise asiatique il n’y a pratiquement plus eu de crise qui mérite d’être citée. Elles furent assimilées par le cycle. Krugman nomme son livre à l’époque « Le retour des dépressions économiques » comme si c’était quelque chose, depuis Keynes, définitivement disparu par la vertu de la monnaie. Au début des années 70 Friedman prévoyait la montée concomitante de l’inflation et du chômage, une avant-première annonçant les limites de la politique monétaire.

Il ne suffit pas d’une grande ressource pour relancer la prospérité ; il faut qu’elle s’intègre au circuit économique ; sinon elle peut être cause de déstabilisation et provoquer une crise elle-même (cas du mal hollandais). Parallèlement un chantier de dilapidation faramineux peut être facteur de relance (WW2 a mis fin à la crise mondiale). On dirait que le fondement de la richesse n’est pas dans la richesse elle-même, mais dans la faculté de génération et de destruction de cette richesse (pouvoir d’achat et consommation) (Cf. les fameuses tranchées de Keynes).

La plupart des pays avant de sombrer dans la dépression ont eu le soutien de la Banque Mondiale, bénéficié de crédits importants pour assurer la reprise de leur économie, subi les conseils des organisations internationales et pratiqué les recettes exigées par les pays créanciers ou donateurs. Peine perdue. Si le circuit économique ne se rétablit pas la dépression est au bout du chemin ; c’est une question de temps.

Comment se rétablir le circuit économique ? De la manière inverse qui génère la crise ; il s’agit de créer un « cercle vertueux » où les divers facteurs tendent vers un équilibre de plus en plus confirmé : Production (offre), consommation (demande), épargne, investissement, emploi, financement, échange extérieur, service public.

La question qui se pose, est ce que le programme du gouvernement (Lutte contre la corruption, programme CEDRE, plan McKinsey, ressource des hydrocarbures, contribution à la reconstruction régionale) peut créer un cercle vertueux pour rétablir le circuit économique ?

Sinon que faire pour rétablir ce circuit ?

→ *Conjoncture*

La révolte populaire qui a éclaté le vendredi 18 octobre a dévoilé la situation désastreuse à laquelle est arrivé le citoyen. La classe moyenne a disparu. La majorité des citoyens n'arrive plus à donner à ses enfants une éducation décente, a difficilement accès à la santé, et la faim touche des pans entiers de la population périphérique. En même temps l'écho de la corruption, vraie ou amplifiée, rend la situation insupportable au public qui souffre.

Réforme et relance économique sont le vœu de tous les libanais. Si la relance est claire pour l'opinion publique, ce n'est certes pas le cas de la réforme. Pourtant la littérature abonde sur le sujet les deux dernières années, à l'initiative du Parlement, des partis politiques et de certains milieux intellectuels engagés. Malheureusement l'opinion publique n'en a retenu que deux choses : combattre la corruption et colmater le déficit budgétaire.

Pourtant le plus grave est la crise économique, la forte décélération de l'activité, les entreprises qui s'effondrent et le chômage qui grimpe inexorablement.

Il est nécessaire de connaître les véritables facteurs qui ont déclenché et entretenu la crise pour chercher une solution. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous risquons de ne jamais trouver une solution durable si nous n'identifions pas les vraies causes de la crise.

→ *Méthodologie*

La réforme se distingue du développement par une exigence impérative de « couts et délais » à respecter. A défaut, la détérioration de la situation risque d'être plus rapide et les efforts investis sans résultat, alors que la nation continue sa descente dans un gouffre sans fin.

Un programme de réformes doit identifier un nombre limité et abordable d'initiatives dont l'impact est majeur sur la vie sociale, économique et politique du pays, redresse la situation au présent, et consolide le terrain pour un développement inclusif à plus long terme. Ainsi le passage de la réforme au développement prélude l'accès de l'Etat au statut du premier monde.

La présence des syriens à partir de 2011 a certes un cout, cependant cela ne justifie pas la décélération de l'activité, au contraire elle a dû contribuer à soutenir la demande globale aussi peu que soit leurs moyens de consommation.

Les prémices de la crise remontent aux milieux des années 90 depuis que l'émigration a repris de plus bel indiquant l'absence d'opportunités de travail au Liban. Malgré la reconstruction à l'époque le Liban n'offrait pas suffisamment d'opportunités d'emploi.

En 1998 Paris I a promis au Liban 900 millions de dollars à condition de faire certaines réformes. En attendant les fonds, le Gouvernement a émis des bonds du trésors, qui furent trois ou quatre fois souscrits par les banques libanaises. Devant ce financement aisé, le Gouvernement s'est dispensé des réformes et s'est passé des fonds de Paris I.

Le taux d'intérêt élevé consenti par l'Etat a permis aux banques d'appliquer un spread moyen de 5% entre les taux créditeurs et les taux débiteurs appliqués aux entreprises, entamant par là le « crowding out » qui devait ralentir l'activité économique. Cette politique s'est poursuivie jusqu'à présent aboutissant à une dette publique de \$86 Mds, un PIB rabougri de l'ordre de \$53 Mds et un chômage des jeunes dépassant les 40% et les obligeant à l'émigration.

La BDL a tenté depuis 2000 de limiter l'effet pervers des taux élevés en accordant des prêts bonifiés à certains secteurs de production et à l'habitat. \$1.6 Mds furent ainsi accordés à la production et 100,000 jeunes ont accédé à la propriété. Ces prêts ont permis de retarder la crise sans la conjurer.

La normalisation du taux d'intérêt réel (taux nominal moins l'inflation) est à la base de l'investissement et de l'emploi. Aucune relance de l'économie n'est possible avant cette normalisation. Or la normalisation des taux est aujourd'hui est impossible par les moyens conventionnels.

Les défis majeurs

→ *Il faut s'entendre sur la réalité de la crise pour lui porter remède. Pour saisir la portée de l'analyse, utile serait de comparer avec les pays qui ont affronté une situation analogue.*

- 1- Dégradation de la productivité
- 2- Affaiblissement de la demande globale
- 3- Large déficit du commerce extérieur
- 4- Expansion des inégalités sociales
- 5- Progression de la dette publique
- 6- Corruption

1- Dégradation de la productivité

La dégradation de la productivité, les dernières années est due principalement à l'affaiblissement rapide de la demande et ses conséquences directes, la constitution de stocks ou l'élévation du coût des services en sous-emploi, le temps de trouver une nouvelle adaptation au marché. La chute continue de la demande a créé dans les entreprises un nouveau rapport input/output de plus en plus défavorable qui a mené plusieurs à l'arrêt.

La baisse de la productivité a commencé avec la désaffection du tourisme en 2011 et s'est propagée à l'ensemble des secteurs. Les entreprises qui ont fermé depuis ont permis à d'autres de résister un certain temps, mais l'absence de reprise n'a pas permis d'arrêter le mouvement.

La productivité est l'élément fondamental du circuit économique du fait de son action directe, à travers le commerce extérieur, sur l'emploi et le flux de devises dans le pays.

Table 1 - Gross Domestic Product

	2014	2015	2016	2017	2018*	2019*
Growth	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	0.25%
Constant US\$	48.3	49.97	51.24	53.39	53.71	54.51
Constant US\$	47.38	51.84	51.66	51.00	50.45	50.91
Deflator	1.90%	-3.75%	-0.82%	4.48%	6.07%	6.60%

- Estimation

2- Affaiblissement de la demande globale

L'indice de consommation au détail établi par l'Association des Commerçants de Beyrouth en collaboration avec la FRANSABANK s'établit à 54.25 à fin 2018 ; base 100 fin 2011. L'indice de la *Lebanese Franchise Association* et de la CCIA-BML recoupe ces chiffres sur la même période.

Le niveau atteint par les taux d'intérêt (le *Beirut Reference Rate* s'est élevé en Juin 2019 à 9.72% sur le dollar et à 13.38% sur la livre libanaise) a exacerbé la situation. Il est évident que ce taux est de nature à bloquer tout investissement et à réduire sensiblement la demande.

La pente suivie par le chômage est de nature à effrayer les consommateurs et les pousser à différer les achats non indispensables de peur de perdre leur revenu. (Trappe des liquidités)

EFFET DU TAUX D'INTERET SUR LA DEMANDE GLOBALE

- si $r < r(n) \rightarrow D(+)$ → PX(+) → Inflation
- si $r > r(n) \rightarrow D(-)$ → PX(-) → Deflation

J.G.K. Wicksell,

i. e. USD 10Y T Note: 1.50% 28/8/2019

"r" taux d'intérêt réel

"r(n)" taux d'intérêt nature (Myrdal)

"D(+/-)" demande globale

"PX(+/-)" niveau général des prix

Table 2 - Global Demand

- Retail 44.24 1st quarter 2019 - base 100 4th quarter 2011 (ACB-Fransabank)
sliding 1st quarter [in yearly basis] 7.21% overall ; excluding hydrocarbon 9.15%

	BEIRUT REFERENCE RATE					
	Jul.2014	Jul.2015	Jul.2016	Jul.2017	Jul.2018	Jul.2019
Interest on LL	8.61%	8.70%	8.70%	8.66%	10.70%	13.49%
Interest on USD	5.99%	6.11%	6.34%	6.79%	7.50%	9.81%

3- Large déficit du commerce extérieur

En 2018 les importations se sont élevées à \$19.98 Mds alors que les exportations se sont chiffrées à \$2.95 Mds réalisant un déficit de \$17.03 Le compte-courant, qui enregistre le mouvement des services et le transfert des revenus, n'a pu ramener ce déficit qu'à environ \$12 Mds, réduisant notablement les opportunités d'emploi dans le pays.

Table 3 - Foreign Trade deficit

	2015	2016	2017	2018
Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	4.82
Current Account	-8.12	-9.86	-12.4	-12.3
Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03
Import	18.07	18.71	19.58	19.98
Export	2.95	2.98	2.84	2.95

Dès le début des années 2000 le Liban a été convaincu des bénéfices de l'ouverture économique, il a éliminé les droits de douane, sauf rares exceptions, croyant qu'il pourrait mettre à niveau son industrie et son agriculture pour équilibrer son commerce extérieur sans besoin de protection ; et a défaut les édiles du moment, au lieu de reconnaître leur erreur, déclaraient que le Liban est un pays « d'importation ». Nous leur devons ce résultat catastrophique.

Le GATT et par la suite l'OMC ont longtemps ignoré l'objectif principal du commerce extérieur, l'équilibre, braqués sur l'ouverture des frontières pour favoriser la concurrence et l'optimisation des facteurs. Malheureusement une économie ne peut en profiter qu'après avoir assuré un certain équilibre favorable à son développement. Le déficit du commerce extérieur est générateur de chômage ; de même l'excédent est générateur d'inflation.

4- Expansion des inégalités sociales

Deux aspects dominent la société actuelle : la disparition de la classe moyenne qui a fait jadis la fortune du Liban, et une large proportion des libanais qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté soit 37% de la population libanaise dont le revenu individuel est au-dessous de \$4 par jour. La proportion des résidents qui vivent dans ces conditions est beaucoup plus élevée encore.

Sur le plan humain ceci est inacceptable. Le Liban a quand même un revenu par habitant estimé à \$19,000 en pouvoir d'achat comparé. Sur le plan économique ceci est néfaste du fait que plus les revenus sont concentrés moins la dépense globale dans le pays est importante. Le salarié dépense l'ensemble de son revenu, alors que les bénéficiaires de hauts revenus, particulièrement au sommet de l'échelle, ne dépensent qu'une petite partie de leurs revenus et le plus souvent en dehors du pays,

La politique fiscale, avec la dominance de la TVA, n'est pas pour réduire les inégalités tant soit peu qu'elle ne les a elle-même créées

5- Progression de la dette publique

Avec \$85 Mds la dette publique a atteint 153% du PIB. Le service de la dette dépend des taux qui seront appliqués lors des prochaines émissions. Déjà le service de la dette s'est élevé en 2018 à \$5.4 Mds soit 10% du PIB (30% des dépenses budgétaires ou 46% des recettes)

Tant que le budget est en déficit, la dette publique ne peut qu'augmenter ; et en l'absence de croissance, son rapport au PIB et son poids sur le budget de l'Etat vont augmenter aussi. La notation CCC de Fitch et de Moody's est venue stigmatiser cet état de fait.

Le plus grave est que l'ampleur de la dette a suscité des taux d'intérêt record qui ont causé le *crowding out* des entreprises de production et le risque

d'effondrement de l'économie nationale ; d'autant plus que le plus clair de la dette est en devises et détenu par la banque centrale et les banques libanaises.

Table 4 - Budget

	2014	2015	2016	2017	2018
Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-6.24
Budget Income	10.88	9.58	9.92	11.62	11.54
Budget Spending	13.95	13.53	14.86	15.37	17.79
Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	85.1
Debt's Service	4.19	4.46	4.76	4.99	5.41
Primary Result	1.31	0.72	0.72	1.42	-0.64

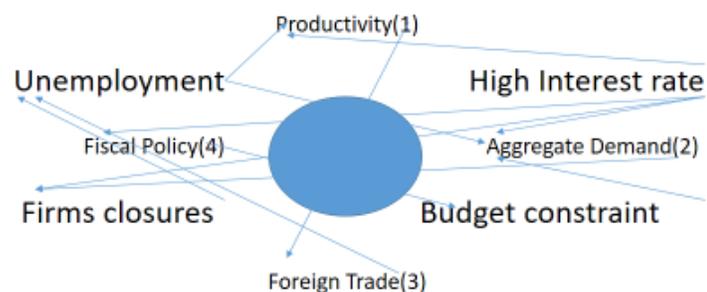
6- Corruption

En principe la corruption est économiquement neutre : Un pouvoir d'achat passe indument d'un agent à l'autre mais il demeure disponible au marché. Cependant les effets sur la gestion publique est catastrophique. Les entreprises qui ont recours à ce procédé sont loin d'être les meilleures, et les couts entraînés loin d'être les plus économiques. La corruption est la source de « l'anti-management »

Cependant ce n'est ni dans la loi ni dans la bureaucratie qu'on peut mettre fin à la corruption mais dans une justice indépendante et efficace. C'est le cas dans le monde entier. Les pays les moins corrompus jouissent toujours d'une justice indépendante des instances politiques et capable de juger en toute sérénité. Les exemples ne manquent pas par le monde.

→ Le cercle vicieux

Diagram 5 - The vicious circle



Ces défis se nourrissent réciproquement pour former une dynamique qui fait échec à toute velléité de solution ou à toute « bonne pratique » censée redresser une situation ou colmater une brèche. Ainsi :

Le recul de la productivité et celui de la demande sont assimilés à une fatalité, pourtant l'Association des Commerçants de Beyrouth et la *Lebanese Franchise Association* les suivent de près. C'est les seules statistiques suivies par le secteur privé dans les règles de l'art.

Les économistes sont divisés sur la politique fiscale. Dans une même émission télévisée un économiste rappelle qu'en période de crise il est très dangereux de hausser les impôts car cela accentuerait fortement la déflation ; et dans la seconde fenêtre un économiste du sérail prône le relèvement de la TVA à 15%, il est vrai, sur les produits de luxe. Le moins qu'on puisse dire est que le premier évite de déprimer la demande mais sans rien proposer pour l'améliorer (Il aurait pu suggérer une restructuration des impôts plus favorable à la dépense) ; alors que le second conçoit un modèle économique fondé sur la performance du secteur publique ; en somme un modèle monétariste qui ne fonctionne que dans une économie de plein emploi.

Le Ministre de l'Industrie parvient difficilement à faire admettre au pays une protection des plus timorées. Les banquiers qui seraient ses alliés objectifs, sont paradoxalement du côté de ses opposants. Miracle si le Ministre de l'Economie ait pu imposer une taxe de 3% sur une liste de produits qui s'étiolent comme une peau de chagrin.

Enfin la lutte contre la corruption serait un vœu pieux tant que les magistrats relèvent des leaders politiques et ces derniers de leurs grands électeurs, les rois de la corruption. Malheureusement nous avons assisté maintes fois à la marginalisation de magistrats qui avaient l'estime de leurs confrères et l'admiration de la nation. Il n'y aurait pas de justice tant que les magistrats dépendent des partis, et que ceux qui refusent une injustice ou un passe-droit sont très vite sanctionnés.

Condensé du cercle vicieux

Taux d'intérêt élevés *f.* Réduction des réserves, hausse risque pays, politique monétaire restrictive, détérioration politique et/ou sécuritaire.

Déclin progressif de la demande globale *f.* Chômage, trappe des liquidités, baisse sensible des profits.

Arrêt d'entreprises de plus en plus fréquent *f.* *Crowding out*, contraction du marché, absence de faisabilité, manque de liquidités, anticipations défavorables.

Hausse du chômage *f.* Arrêt d'entreprises, concurrence de la main-d'œuvre étrangère, secteur public surdimensionné et besoin urgent de délester du personnel.

Tension inflationniste *f.* Financement du double déficit face à une carence de la production.,

La politique de réforme de l'Etat

→ *L'Etat entreprend et/ou se propose une série d'actions au titre de la Réforme. Quelle est leur chance de succès ?*

- Lutte contre la corruption
- Réduction du déséquilibre budgétaire
- Projets CEDRE
- Programme McKinsey
- Exploitation des hydrocarbures
- Stabilité de la livre

(Laisse pour compte : les entreprises de production)

→ *Brève évaluation des mesures*

Lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption est un impératif moral certain. Cependant il faut bien distinguer l'objectif à partir du tort que la corruption a causé au pays. Sur le plan économique on a vu que la corruption est neutre ; un pouvoir d'achat est transféré d'un agent à l'autre sans affecter la demande globale. C'est sur le plan de la gestion que le bât blesse. La corruption ne favorise pas la meilleure offre mais celle dans laquelle le décideur a intérêt, au détriment de l'Etat.

A ce titre la répartition confessionnelle et/ou partisane produit le même effet que la corruption car elle ne permet pas la sélection des fonctionnaires suivant les règles strictes de compétence et de mérite.

Réduction du déséquilibre budgétaire

Malheureusement l'Etat est divisé sur l'opportunité de majorer les taxes. Ceci présente le double désavantage de comprimer encore plus la demande et de rançonner les économiquement faibles. D'autant plus qu'une majoration des taxes a peu de chance aujourd'hui de se traduire par une augmentation des recettes. (Laffer curve)

Les économies budgétaires seraient mieux reçues à condition d'être compensées par d'autres dépenses, notamment des investissements privés ou publics concomitants de crainte d'exacerber la déflation qui prévaut.

Projets CEDRE

Il ne s'agit pas de traiter ici de la valeur des projets CEDRE ou de leur rentabilité, mais simplement de leur effet de « relance » de l'économie. Keynes disait : en période de récession l'Etat a avantage de creuser des tranchées et de les combler le lendemain pour donner du travail et un pouvoir d'achat aux chômeurs.

Malheureusement de l'avis de l'Administration, l'étude de chaque projet nécessite en moyenne 14 mois et l'attribution 9 mois, et ce à partir de la décision de lancement. De plus certain parti est décidé à contrôler au Gouvernement et au Parlement chaque étape de la vie du projet (et il y en a bien plus que l'étude et l'attribution).

Il vaut mieux oublier son effet mobilisateur de l'économie ; CEDRE serait bien plus un instrument de développement.

Programme McKinsey

Il ne s'agit pas non plus d'être pour ou contre. Le programme en question est essentiellement un programme de « développement inclusif » qui cherche à réduire l'économie de rente et à promouvoir l'économie de production réelle, en étalant autant que possible les avantages à l'ensemble des régions et à toutes les couches de population.

L'ennui est que le Programme McKinsey, lui-même, a besoin de conditions économiques prospères pour démarrer. Il ne peut pas les susciter. Le Liban en tirera certainement un grand profit, si toutefois il peut l'exécuter ; et pour cela il faut des moyens.

Exploitation du gaz et du pétrole

De l'avis des experts on ne peut encore jurer que le sous-sol libanais renferme des hydrocarbures avant de creuser le premier puit et peut être le second et le troisième. Ce qui n'a pas été encore fait. Supposons qu'on va le faire demain, on aura simplement une assurance de l'existence de la nappe ; on n'aura pas encore une idée négociable de la quantité et de la difficulté d'extraction. C'est-à-dire que l'Etat a besoin encore de temps pour négocier les contrats et assurer une rentrée.

A moins que le concessionnaire n'accepte de courir tous les risques ; ce qui ne peut arriver à moins que l'Etat n'accepte de brader cette ressource, ce qui ne semble pas du tout le cas. Là encore il s'agit de patienter pour connaître la valeur de cette ressource et en tirer le meilleur profit. Combien de temps ?

Il faut poser la question au régulateur avant de s'aventurer dans les délais. Il s'agit en tout cas de plusieurs années.

Stabilité de la livre

La stabilité de la livre n'est pas sujet de discussion. C'est un paradigme en place depuis un quart de siècle environs.

La parité de la monnaie relève en principe de la variation de la productivité moyenne du pays par rapport à ses partenaires commerciaux (Mundell-Fleming model) « quand la productivité entre deux partenaires commerciaux diverge, les salaires doivent évoluer plus lentement dans le pays le plus faible ou sa monnaie va baisser et affecter le standard de vie général » A ce propos, Paul Krugman note « ce qui compte est le taux interne de croissance de la productivité ; la concurrence internationale est importante mais la productivité du pays n'en dépend nullement ». Cependant la monnaie n'est pas à l'abri de la spéculation. Encore qu'une monnaie crédible n'est jamais attaquée ; alors qu'une monnaie « non crédible » tombe toujours sous les feux de la spéculation.

La solidité de la monnaie est fonction du flux de devises vers le pays.

Chacune des sources suivantes consolide la parité de la monnaie, mais présente un risque financier supérieur si l'emploi n'est pas conforme à sa nature :

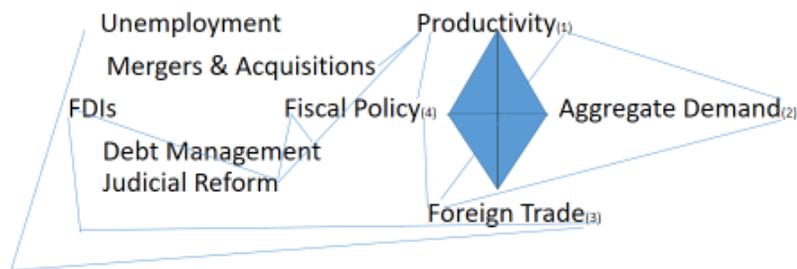
- A. Le revenu de l'exportation, du tourisme et d'autres services, est la première source de devises ;
- B. Le **transfert des travailleurs**, ainsi que le revenu des **investissements** libanais à l'étranger. La destination de ces revenus est en principe la consommation des ménages demeurés dans le pays ;
- C. L'**Investissement Direct Etranger**. Les fonds générés par ce type d'investissement doivent en principe faire l'objet d'investissement ou de placement qui conserve la valeur de l'actif cédé ;
- D. **Les dépôts étrangers**. L'emploi sous forme de crédits doit prendre en considération la durée de placement ;
- E. **L'ingénierie financière**. Doit en principe pallier à une situation exceptionnelle et de courte durée.

Les six piliers de la réforme

→ *Quand la crise est systémique il ne sert à rien de colmater les brèches, il faut élaborer un cercle vertueux qui mette en place les piliers d'un système intégral efficace.*

- I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;
- II – Soutenir la Demande Globale ;
- III – Réduire le déficit du commerce extérieur ;
- IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.
- V – Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;
- VI – Garantir l'indépendance et l'intégrité de la justice ;

Diagram 6 Synergy



Initiatives

I - Restaurer la Productivité en facilitant les fusions.

- II – Soutenir la Demande Globale ;
- III – Réduire le déficit du commerce extérieur ;
- IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.
- V – Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;
- VI – Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

Primo vivere. La conférence CEDRE a bien compris que la réforme devait se faire par les entreprises dans la logique du marché. Seul un climat franchement favorable à la productivité pourrait améliorer la situation générale des entreprises au Liban et par conséquent l'économie du pays. Force est de constater que tous les efforts isolés que l'on a prodigués pendant 20 ans pour le support de certains secteurs et/ou la mise à niveau n'ont pas suffi à consolider l'économie. Certes on a connu quelques réussites sur le plan individuel mais aucun effet positif sur le plan national. Aujourd'hui

nous devons relancer l'économie à partir d'un chômage de libanais au-delà de 25%, d'un déficit commercial de 35% du PIB et d'une dette publique de plus de 90 milliards de dollars, avec tous les indicateurs au rouge. Ce qui n'est pas de bonne augure pour la suite des évènements.

On peut compter sur l'entreprise pour améliorer son propre sort si l'opportunité lui est donnée. Ici l'opportunité se nomme « productivité » et doit en principe lui permettre de mieux affronter la concurrence internationale.

Les entreprises industrielles, les exploitations agricoles, réclament de plus en plus de protection. C'est devenu indispensable, cependant cela ne résout pas tout, compte tenu de deux facteurs :

- Le premier est que la protection risque d'être décevante. Les producteurs pourront augmenter légèrement leur part du marché, ils ne pourront pas prendre une part significative de l'importation. « La nouvelle théorie du commerce international » pour laquelle Paul Krugman a reçu le prix Nobel en 1979 note que dans les marchés évolués que nous connaissons la théorie des avantages compétitifs est mise en échec par la tendance oligopolistique des entreprises transnationales dominantes sans compter le comportement moderne du consommateur qui privilégie la variété au prix. Le pouvoir d'achat est suffisamment concentré au Liban pour favoriser largement la préférence du « choix » au « prix » faisant partiellement échec à la protection.
- Le second est qu'il est impératif de produire pour les marchés étrangers. Il est quasi impossible d'écouler toute la production sur le marché local dans des conditions acceptables. La limite vient autant de l'exigence de « choix » du côté de la demande que des « économies d'échelle » du côté de l'offre.

Si on peut donner aux producteurs locaux la capacité de se rapprocher de leur « seuil optimum de productivité » et améliorer ainsi leurs marchés à la fois à l'intérieur et à l'export, on peut avantageusement suppléer à moyen terme à la protection, car les marchés étrangers redeviendraient plus accueillants aux produits libanais.

Pattern 7 - Restore business productivity through facilitating enterprises' mergers and acquisitions;

- Reforms engaged in coordination with the Private sector
- Productivity
 - Mergers / Acquisitions
 - ➔ Economies of scale, Seasoned management, Enhanced marketing, favorable framework for R/D and Innovation
- Action Plan
 - Transfer social security obligations to the Merging entity
 - Exempt the merger from the Tax on asset valuation

➔ *Fusions / Acquisitions*

La Fusion/Acquisition offre le moyen le plus rapide d'assurer une amélioration sensible de la productivité, en même temps qu'elle valorise et assure la pérennité du capital incorporel des entreprises. C'est à partir des fusions/acquisitions soutenues par la BDL, durant les deux précédentes décennies, que le système bancaire est devenu le secteur privilégié de l'économie libanaise. Si une critique peut être adressée aux banques quant à leur position dominante, réprouvée par les lois anti-trust, cela ne s'applique guère aux PME qui assurent l'essentiel de la production dans le pays.

Deux mesures font obstacle aux fusions/acquisitions des entreprises :

- L'exigence d'un quitus de la CNSS lors d'une fusion;
- La taxe sur la plus-value à acquitter pour la réévaluation de l'actif.

Il n'y aurait aucun mal à sursoir à ces deux exigences, surtout que l'entreprise ne s'évapore pas dans la fusion et/ou l'acquisition par une tierce entreprise qui prend à sa charge l'actif et le passif de l'entreprise fusionnée ou achetée. Au contraire, la solvabilité améliorée est une garantie supplémentaire aux administrations qui dans la majeure partie des cas perdaient leurs créances.

Un plan de soutien de la BDL aux fusions/acquisitions serait infiniment moins coûteux et plus efficace que les taux assistés qu'elle a accordés pendant 20 ans pour le soutien de divers secteurs ; et la sélection du marché plus rationnelle, une fois que les conditions sont réalisées.

→ IMPLEMENTATION / DELAI

On peut imaginer que l'initiative naisse au Conseil Economique et Social et/ou dans un consensus des Organisations Economiques :

- Un accord serait convenu avec la Confédération Générale des Travailleurs relatif au quitus de la CNSS
- Cet accord serait entériné par la CNSS, le Ministère du Travail, et soumis au Gouvernement.
- Si le Ministère des Finances admet l'abrogation de la taxe sur la plus-value ou son transfert à la nouvelle entité, le projet pourrait être soumis au Gouvernement sans délai.

Dans l'un et l'autre cas deux mois seraient suffisants une fois la décision de principe prise pour le vote de la loi.

1a Transfert du quitus de la CNSS a la société fusionnante
--

1b Dispense de la taxe sur la plus-value en cas de fusion

I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;

II : Restaurer la Demande Globale

III - Réduire le déficit du commerce extérieur ;

IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.

V - Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;

VI - Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

Il y a un an la Demande aurait pu redémarrer grâce aux anticipations favorables induites de l'environnement propice à l'amélioration de la Productivité et du climat de réforme en général. Aujourd'hui il faut tenir compte de la stagflation qui déprime le marché et de la nécessité d'une action plus directe.

Nous traversons une période où l'ensemble des crédits est gelé et où des intérêts prohibitifs sont pratiqués dans les rares cas où un financement s'avère possible. Le Taux de référence de Beyrouth indique 13.5% pour la livre libanaise et 9.5% pour le dollar américain.

Ces conditions sont suffisantes pour accélérer le cercle vicieux qui tend vers la dépression. Pour en sortir une détente progressive sur les crédits commerciaux et de consommation durable est indispensable. Naturellement la stabilité de la livre demeure une priorité mais il faut considérer un plan de

rechange. Il me semble que le BBC de John Williamson⁵ est le plus indiqué pour la conjoncture présente.

Dans la mesure où le déficit budgétaire exige une politique fiscale restrictive la détente monétaire apparaît vitale.

Pattern 8 - Support Global Demand

- Productivity gains must alleviate trade deficit
- However, there is no time to wait for productivity outcome. We should support the failing companies and limit the outflow of foreign currency
- Production companies need to recover revenue and profitability to achieve economies of scale
- Action Plan
 - Finance production at realistic interest rates (1)
 - Consider an emergency plan to ensure the stability of the currency, for example the BBC (2)

IMPLEMENTATION / DELAI

Le soutien de la Demande par la politique monétaire est le fait de la Banque centrale. Il s'écoulerait quelques mois avant que la détente sur le crédit ne soit suffisante pour relancer l'économie. De toute manière le glissement vers la dépression devrait s'arrêter dès les premières semaines de normalisation.

La politique monétaire affecte l'inflation avec un laps de temps assez long. Il serait nécessaire d'avoir un contrôle plus précis de l'évolution du chômage. Une bonne stratégie serait de régler la détente du crédit en fonction de la stabilisation de l'emploi autour d'un objectif inflation ; et d'ajuster chemin faisant l'emploi par le crédit en fonction de l'inflation. On estime généralement qu'un équilibre dynamique nécessite une inflation de 2 à 3% ; une sortie de crise exige un taux plus élevé, 3 à 4%

I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;

II - Restaurer la Demande Globale ;

III : Réduire le déficit du commerce extérieur

IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.

V - Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;

VI - Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

⁵ "The crawling band as an exchange rate regime", 1996

La Balance commerciale dans l'acception moderne du terme couvre les produits et les services ; alors qu'au Liban elle reflète uniquement le mouvement des marchandises. Les statistiques libanaises tiennent compte des services dans le « Compte courant » qui comprend en outre les transferts des émigrés ainsi que les revenus des investissements et des placements à l'étranger.

Quand la Balance commerciale (biens et services) tend vers l'équilibre, la croissance se traduit en emplois nouveaux. Alors que l'excédent ou le déficit de la Balance des paiements se traduit par une majoration ou une diminution des réserves du pays en devises étrangères.

Le déficit du Compte courant s'est élevé en 2017 à US\$ 12.4Mds réduisant le déficit commercial (marchandises) de US\$ 4.6Mds du fait de l'exportation des services et du transfert des travailleurs émigrés. La Balance des paiements s'est soldée par un déficit de US\$ 4.82Mds.

De tout temps le déficit du commerce extérieur se traduit par une carence de l'emploi ; le déficit de la Balance des paiements a provoqué les troubles financiers que l'on a constatés les deux dernières années.

La seule parade possible aujourd'hui est dans la réduction du déficit courant. On n'a aucune prise sur le mouvement des capitaux dont le solde positif n'aurait jamais dû servir à couvrir la facture de l'importation ; cependant on peut compter sur les transferts des travailleurs émigrés à leurs familles au Liban qui ont toujours été constants et atteint l'année dernière US\$ 7.2Mds laissant un solde net positif d'environ US\$ 4.8Mds.

Pattern 9 - Reduce Foreign Trade deficit

- The trade deficit is accountable for the endemic unemployment in Lebanon
- The balance of payments deficit also threatens financial stability
- There are three types of money inflow in Lebanon: (i) transfers from expatriate workers, (ii) foreign direct investment and (iii) banks' deposits. Their use to cover imports is a source of unemployment; in particular the use of deposits presents in addition a major financial risk.
- Action Plan
 - Consider a minimum protection to compensate for the gap in production due to high costs of production factors and rising interest rates in Lebanon
 - Apply a reasonable protection on products that justify more than 40% value-added in Lebanon at the factory's gate
 - Apply a higher protection for a limited period, i.e. 40% over 3 years, for labor intensive or energy intensive product that are threatened
 - Include tradable services (software, books, songs, architectural and engineering schemes, studies, ...) in current trade agreements, mainly the Association Agreement, leaving the professional services (lawyers, engineers, medical doctors, professors, ...) to the WTO

IMPLEMENTATION / DELAI

Il y a un an ou deux, avant la saignée des devises, on aurait pu espérer que l'amélioration de la productivité (Initiative I) améliorerait suffisamment le Compte-courant pour dispenser le pays de recourir à la protection afin de relancer les secteurs de production. Il serait hasardeux aujourd'hui d'attendre plus longtemps.

La mission devrait revenir au Conseil Supérieur des Douanes pour élaborer et exécuter un plan destiné à réduire le déséquilibre commercial et le besoin exagéré de devise qui a provoqué au Liban un « *crowding out* » durable avec les conséquences que l'on sait sur l'activité économique et le budget de l'Etat.

→ *New Deal aux secteurs de production*

Il ne s'agit pas d'abandonner l'ouverture économique que le Liban a toujours adoptée et qu'il a consolidée depuis deux décennies ; mais de recourir à des mesures limitées dans le temps et dans l'intensité nécessaires à sa sauvegarde. Comme base de discussion nous pouvons avancer :

- Un taux de 10% est nécessaire sur l'ensemble des produits importés, qui ont un équivalent dont la valeur ajoutée au Liban dépasse 40% ex-usine, pour rétablir le gap que subissent les secteurs de production du fait de la carence d'un environnement favorable ;
- Le taux peut être élevé à 25% pour les produits qui justifient d'un emploi intensif ou qui ont un cout d'énergie de plus de 5% de leur prix ex-usine ;
- Le taux peut atteindre 40% pour une durée maximum de 2 ans pour les exploitations menacées d'arrêt et qui remplissent au départ les conditions précédentes.

3a Rétablir les prérogatives du Conseil supérieur des douanes
3b Appliquer un plan de protection cohérent
3c Négocier l'introduction des services dans les accords

I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;

II - Restaurer la Demande Globale ;

III – Réduire le déficit du commerce extérieur ;

IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.

V – Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;

VI – Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

En 2018 plusieurs modifications ont affecté les impôts et taxes au Liban. Elles ont été appliquées dans le but de réduire le déficit qui a été déterminé dans le budget à US\$ 4.8Mds (8.9% du PIB) La réalisation s'est élevée en fin d'année à US\$ 6.5Mds (12.1% du PIB) la *Laffer curve*⁶ ayant joué son rôle comme prévu.

Pour éviter la réédition du même phénomène et baisser le déficit de 11.5% du PIB à moins de 9% du PIB, l'Etat a choisi cette année de baisser les dépenses de fonctionnement et les salaires. En période de stagflation le résultat serait un ralentissement des affaires et une contraction de l'assiette de l'impôt qui ferait échec à la réduction escomptée.

Les risques de fuite fiscale ont poussé l'Etat à privilégier les taxes faciles à identifier (TVA), et/ou à prélever, plutôt que la justice fiscale. Avec l'accumulation des modifications, rarement faites dans un sens d'équité fiscale, on est arrivé à un système complexe qui ne sert en rien les objectifs sociaux et économiques qui auraient dû régir son élaboration.

Une des conséquences fut la paupérisation d'une large tranche de la population, 30% qui vit au-dessous du seuil de pauvreté. Une autre conséquence est la carence de la demande sur les produits locaux, le défaut d'investissement et le chômage abyssal que l'on connaît.

Il est grand temps de réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire, quel que soit la difficulté de perception et même l'étendue de l'assiette ; les avantages qui peuvent en résulter, notamment le développement inclusif et la paix sociale, sont infiniment plus importants.

Pattern 10 - Adopt a Tax Policy Review Program with the aim of reducing social inequalities

- Tax fairness
 - Direct / Indirect Taxes – Quasi Taxes → preference for taxes that spare the economically weak
 - VAT – Single rate – Exemptions → VAT does not distinguish the taxpayer's ability. It should never increase and may drop over time.
 - Income Tax → its role is to reduce inequalities for the sake of the rich as well as the economically weak (1)
 - Custom duties → Over the next decade, Customs will be an essential tool for Lebanon's economic and social stabilization.
- Tax stability → Essential to attract Foreign Direct Investment
- Long term Vision → On the long run the social welfare and security of a country depend on its fiscal policy.

⁶ Le rendement de l'impôt va baisser suite à la hausse des taxes quand la pression fiscale est élevée

IMPLEMENTATION / DELAI

La « stabilité fiscale » exige que l'on prenne son temps dans l'établissement et l'exécution d'un système de fiscalité moderne. Quoique les sources pouvant servir de benchmark abondent et que nous pouvons ultérieurement corriger les taux appliqués et même les structures de la fiscalité, il vaut mieux prendre son temps, aucun cas n'est absolument similaire, le Liban est parmi les pays les moins égalitaires et cette tare pèse lourd sur son développement et sa sécurité.

Une révision fiscale devrait se faire dans le long terme, et éviter les modifications intermédiaires qui représentent toujours un handicap à l'investissement.

Il vaut mieux arrêter dès le départ les objectifs définitifs et prendre le temps qu'il faut pour une étude d'impact pour chacune de ces modifications afin de garantir qu'elles soient conformes aux objectifs, et n'admettre que celles qui seraient franchement de nature à réduire les inégalités dans le pays.

I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;

II - Restaurer la Demande Globale ;

III - Réduire le déficit du commerce extérieur ;

IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.

V – Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;

VI – Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

La Dette Publique peut difficilement baisser sans une administration autonome qui détienne l'autorité de l'émission et dispose d'une marge de négociation suffisante pour arrêter et exécuter une politique rationnelle qui optimise les conditions du recours de l'Etat à l'endettement. Les taux d'intérêt qui sont prévus à la hausse les 18 prochains mois vont majorer le service de la dette et rendre la situation plus difficile encore si cet organisme n'est pas créé.

Depuis l'indépendance du Liban, les questions fiscales sont du ressort du Parlement. D'ailleurs tous les emprunts à ce jour ont été couverts à l'avance par une loi. Autant que cette loi se base sur une information concrète et directe de l'organisme en charge de la dette.

Aujourd'hui la stabilisation de la dette et surtout sa réduction, afin d'absorber le supplément d'emprunts offerts par CEDRE, ne peut se réaliser sans une

autorité indépendante qui arbitre le conflit d'intérêt entre finances publiques et politique monétaire, et dégage l'évolution de la dette de leurs contingences.

De toute façon 80 milliards de dollars justifient pleinement une administration autonome. A part les économies substantielles qu'elle peut réaliser, elle peut imaginer certaines ingénieries de nature à baisser drastiquement le service de la dette. Les Gouvernements à ce jour ont obtenu tous les financements souhaités en dons ou crédits assistés, mais jamais à notre connaissance parvenus à réduire le poids de la dette ou alléger son service. Pourtant les 5 milliards de dollars de déficit qui minent notre Budget sont précisément le service de la dette. Et toute chose égale par ailleurs, la situation va rapidement empirer surtout avec la tendance actuelle à la hausse des taux d'intérêt.

Le mois courant, le Liban a émis 3 milliards de dollars en eurobond entre 7% et 8.25% à 10 et 15 ans, malgré le peg au dollar fixe depuis plus de 20 ans, alors que les US10Y T-notes cotent aujourd'hui 2.80% les 10Y Gilt 1.30% les 10Y Bund 0.40% Le *spread* est énorme pour une monnaie stable.

Dans les années 70 la dette avait mise l'économie du Mexique au bord de la faillite. L'Etat a obtenu la garantie du Trésor américain et les taux d'intérêt sont subitement tombés à un niveau praticable qui a rapidement permis au pays de se relever. Si l'Etat Libanais avait négocié le peg de la livre pour une garantie de la dette au lieu d'augmenter son endettement à des taux prohibitifs nous ne serions pas là. Justement c'est la fonction d'une Administration de la dette.

Pattern 11 Independent management of the Public Debt

- Need to stabilize Debt → 153% of GDP
- Need to reduce Debt to make room for the CEDRE's funding → 11BN\$
- Idem, to take account of the debts due by other public entities whose default would fall into the Central Budget
- Need to avoid conflict between the financial and monetary policies
- Need to reduce Debt service → 5BN\$; Budget deficit → 6.5BN\$ 2018 ; Leb Euro-bonds → 7% 10Y n → 8.25% 15Y ; BRR April 2018 → LL 13.06% → US\$ 9.52%

IMPLEMENTATION / DELAI

La gestion de la dette devrait commencer par une connaissance précise des engagements de l'Etat. Il ne suffit pas de connaître le montant et les échéances de la dette publique, ni de pousser ces échéances aux calendes grecs ; il faut connaître également de façon aussi précise les engagements du « Conseil du Développement et de la Reconstruction » et autres administrations publiques, notamment « l'Electricité du Liban », et les municipalités.

Le stock de la dette n'a d'importance qu'en référence au PIB et au « trend » ascendant ou descendant qu'il prend. Il est indispensable cependant d'avoir une transparence suffisante et une planification qui évite les surprises. Quel que soit le montant de la dette il demeure gérable s'il est consistant avec le PIB. A défaut, d'autres mesures s'imposent. L'essentiel est de ne pas laisser la situation se détériorer inutilement. Un trend dégressif de la dette est déjà une sortie anticipée de la crise.

Cependant toute solution suppose une autorité responsable qui assume l'intégralité de la dette et possède l'autorité de négocier et de s'engager dans une solution.

I - Restaurer la Productivité en facilitant la fusion des entreprises ;

II - Restaurer la Demande Globale ;

III - Réduire le déficit du commerce extérieur ;

IV - Réviser la politique fiscale dans un sens plus égalitaire.

V - Assurer la gestion indépendante de la dette publique ;

VI - Garantir l'indépendance et intégrité de la justice ;

A partir de la justice on peut reconstruire toute l'administration, faire régner l'Etat de droit et assurer le respect de toutes les valeurs humaines et sociales auxquelles aspire le citoyen. La société moderne voit aujourd'hui la justice comme le pouvoir qui protège le citoyen contre l'arbitraire et/ou les excès d'autres pouvoirs. A ce titre la justice ne saurait être tributaire d'un autre pouvoir qu'elle-même.

Il serait judicieux de confier l'autorité suprême du pouvoir judiciaire au Conseil supérieur de la magistrature en le protégeant de toute immixtion politique. Il lui reviendrait de nommer les magistrats, de décider de leurs mutations, d'arrêter et de réviser les procédures, de proposer les lois et règlements, et de prendre toute disposition de nature à garantir l'indépendance et l'intégrité de la justice. D'ores et déjà le Conseil supérieur de la magistrature serait en charge de la réforme de la justice.

Pattern 12 - Independence and Integrity of Justice

From Justice All Rights Flow

- Entrust full authority to the Supreme Judicial Council protecting it from political interference
- Give Justice Reform the Highest Priority
- The Council entrusted for initiating the reform could be formed of renowned jurists chosen among the minority confessions (1)
- In the future the Superior Judicial Council would be formed by co-optation,
- and would be the first administration able to go beyond confessionalism and to fix its choices on integrity and competence

IMPLEMENTATION / DELAI

On imagine la difficulté dans l'état actuel des choses de nommer un Conseil supérieur de la magistrature indépendant des courants politiques tout en respectant une certaine répartition confessionnelle.

Le Conseil en charge d'amorcer la réforme pourrait être formé à partir de grands juristes choisis dans les confessions franchement minoritaires.

A l'avenir le Conseil supérieur de la magistrature serait formé par cooptation, et serait la première administration capable de dépasser le confessionnalisme et de fixer ses choix sur l'intégrité et la compétence.

Synergie des initiatives

La réforme induite par les 6 initiatives ci-dessus (productivité, soutien de la demande, réduction du déficit extérieur, Justice fiscale, économie de la dette, indépendance de la Justice) présente une double synergie :

- Temporelle : La bonne perception de la réforme devrait susciter des anticipations favorables qui vont modifier le terrain et rendre opérantes dans l'immédiat des mesures qui n'auraient pas été encore exécutées et/ou qui n'auraient pas eu encore le temps matériel de produire leurs effets ;
- Agrégée : Ce ne sont pas seulement les initiatives primaires et les mesures qui les soutiennent qui vont modifier la réalité, mais les effets innombrables qui vont paraître de leur application et rentrer en interaction pour consolider la réforme.

Parmi ces effets on peut d'ores et déjà identifier certaines dont l'implication est claire en tant qu'objet et sujet de la réforme. Un plus grand nombre peut se dévoiler encore à l'analyse.

Pattern 13 - Impact of the basic targets ⁽¹⁾

Productivity, Effective Demand, Foreign Trade, Fiscal Policy, Debt management, Judiciary system.

- Short Term Reform – The good perception of the reform should rise favorable expectations that are self-fulfilling
- Aggregated Impacts: It is not only the primary initiatives, and measures that support them, that will change the reality, but the innumerable effects that will emerge from their application and interact to consolidate the reform
- Long Term Development – On the long run a good reform tends towards inclusive development. While targeting development at start is an impossible task.

EFFETS DIRECT DES INITIATIVES

→ *Les schémas qui décrivent l'impact direct des initiatives sélectionnées les unes sur les autres forment une petite partie de la synergie globale qui assure le changement, ils démontrent cependant la cohérence du système.*

1. Réduction du déficit commercial
2. Baisse du chômage
3. Expansion des investissements
4. Investissements directs étrangers
5. Partenariat public – privé
6. Création d'emplois, extension de la population active
7. Réduction des inégalités
8. Majoration de la demande des produits nationaux
9. Stabilisation/Amortissement de la dette
10. Equilibre budgétaire
11. Promotion de la démocratie et des valeurs civiques
12. La voie du développement inclusif

→ 1 – Réduction du déficit commercial

L'urgence financière exige aujourd'hui une initiative directe qui serait cependant limitée dans le temps, et permettrait plus tard un retour progressif à une plus grande libéralisation du commerce extérieur. Il faut essayer de réviser les accords commerciaux en introduisant certains services importants à la production nationale tels les programmes informatiques, les études architecturales, les plans de génie civil, la production culturelle et/ou artistique, les produits intellectuels en général, toutefois sans toucher aux professions libérales qui seraient considérées lors de l'adhésion au WTO.

Etant donné la structure de la demande, l'amélioration de la productivité serait plus efficace que la protection. En effet une large tranche des importations est peu sensible au prix, et la hausse du tarif serait loin de réduire proportionnellement l'importation. Rappelons ici l'importance de la variété pour le consommateur, qui se confirme de plus en plus, à fur et à mesure que le niveau de vie s'élève, partout dans le monde.

L'amélioration de la productivité provient en partie de l'extension, quoique limitée, de la part de l'entreprise dans le marché local ; mais surtout de l'expansion du marché extérieur. Ajouter à cela que l'amélioration de la productivité va être progressive et cumulative.

Dans un premier temps elle va permettre à l'entreprise d'écouler sa production dans de bonnes conditions, puis d'augmenter son chiffre d'affaires, et enfin d'investir. Chaque développement correspond normalement à la période moyenne du cycle de transformation 6 mois. Le cycle complet correspond comme dans la majorité des cas à 18 mois. Les anticipations favorables vont certainement réduire la période de relance l'entreprise et du secteur.

Pattern 14 - Decrease of Trade Deficit

- Result of:

- Gain of Productivity (1)



- Impact on:

- Increase of Local Investment
- First decline in Unemployment
- Foreign Direct Investment in Production sectors
- Economic stabilization

→ 2 – Réduction du chômage

Le chômage a atteint depuis plus de deux ans des niveaux insoutenables au Liban. Dans les meilleurs des cas le chiffre est en permanence au-dessus des 20%. La présence depuis 2011 des déplacés syriens n'est pas une explication suffisante ; surtout qu'au moins le tiers travaillait au Liban dès avant cette date dans le bâtiment, l'agriculture, l'environnement, les pompes à essence, et l'industrie.

Il est certain que l'amélioration du déficit commercial va se traduire en surplus de production et plus d'opportunités de travail. Ces opportunités favoriseront les travailleurs libanais du fait que les travailleurs étrangers en activité vont profiter pour normaliser les conditions de leur travail.

Cette première détente du chômage ne peut être très importante en chiffres absolus, cependant elle présente deux avantages notables : le premier est qu'elle inverse la tendance à la hausse du chômage ; le second est qu'elle est quasi immédiate.

Pattern 15 Decrease in Unemployment

• Result of:

- Decrease in trade deficit
- Increase of the local market share of national production
- Foreign Direct Investment in the production sectors



Impact on:

- Reverse of the trend towards frictional unemployment
- Increase of work force ★ at present 45% ★ benchmark 65%
- Economic recovery

→ 3 – Expansion des investissements locaux

Les investissements locaux sont fonction d'une même chaîne de valeur : ~ Amélioration de la productivité ~ Réduction du déficit commercial ~ Augmentation de la production ~ Réduction du chômage. Le renouvellement du parc machines, l'actualisation du matériel de gestion, l'investissement en marketing et en R&D seraient amorcés sans délai dès le fonctionnement de la chaîne ou l'anticipation fondée de son fonctionnement.

A =	Amélioration de la productivité, réduction du déficit commercial, augmentation de la production, baisse du chômage
-----	--

Pattern 16 - Rise of Domestic Investment

- Result of:

- Decrease of trade deficit
- Debt stabilization
- Judicial reform



- Impact on:

- Stabilization of unemployment
- Economic growth (step 1)

→ 4 – Investissement direct étranger

De nos jours il y a de moins en moins de limites à l'investissement étranger, à tel point que l'investissement en général ne dépend plus de l'épargne locale mais des opportunités mondiales d'investissement.

Le Liban a toujours été un terrain favorable aux IDE. Par le passé le secteur de production a accueilli de nombreuses industries qui ont fui les nationalisations dans la région. Par la suite, les secteurs fonciers et financiers ont attiré de nombreux investisseurs qui ont boudé le secteur de production par manque de rentabilité face au risque pays.

L'amélioration de la productivité et la réforme de la justice vont à la fois améliorer la profitabilité des secteurs de production redevenus exportateurs et réduire le risque pays. Cette combinaison doit ramener les IDE aux secteurs de production. A noter que pour un investisseur dans le secteur financier, il y en aurait des dizaines pour l'un ou l'autre des secteurs de l'économie réelle.

B =	A + gestion dette, notation pays, IDE dans les secteurs de production
-----	---

Pattern 17 - Foreign Direct Investment

- Result of:

- Judicial Reform
- Decrease of foreign trade deficit
- Tax stability



- Impact on:

- Job creation
- Enhancing export
- Economic growth (step 2)

→ 5 – Partenariat public – privé

Comme partout dans le monde, le PPP a son domaine privilégié qui serait mal géré par l'Etat ou mal servi par le privé. La loi ouvrant la voie à ce secteur a fini par être promulguée après des années de cogitation dans les commissions parlementaires. Pourtant l'expérience est heureuse au Liban. Le secteur des télécoms est tombé de facto dans ce domaine après la résiliation des contrats avec les compagnies concessionnaires et leur remplacement par des contrats de gestion. Il est vrai que les tarifs sont parmi les plus chers au monde, cependant il s'agit d'une quasi taxe car l'Etat en retire plus de 15% des recettes fiscales.

Bien entendu, d'autres domaines pourraient avoir d'autres objectifs. La participation de l'Etat peut être notamment à des fins économiques, fiscales ou sociales ; et dans tous les cas la participation privée est de nature à améliorer la gestion et la réalisation des objectifs impartis.

Sans l'indépendance et l'intégrité de la justice, les partenaires étrangers capables d'assurer le progrès technique nécessaire feraient difficilement le pas ; il est même douteux que les entreprises nationales se lancent dans une telle aventure.

Le PPP offre une opportunité énorme à la fois pour le transfert de technologie que pour la création de nouveaux postes, indépendant de la modernisation et de l'expansion des entreprises du secteur privé. L'Etat prévoit un investissement public, financé par CEDRE, de 4 milliards de dollars sur 10 ans, soit 400 millions par an, auquel s'ajoute l'apport du secteur privé.

Dans l'hypothèse d'un investissement moyen de 400 millions de dollars l'an, la création de nouveaux emplois dans le secteur de production serait l'équivalent de 40,000 emplois nouveaux par an.

Il faudrait en principe 3 ans pour que le chômage au Liban tombe à son niveau frictionnel à dater de la vitesse de croisière du programme. L'ennui est que la procédure de création d'une entreprise PPP est très longue et risque de prendre 2 à 3 ans jusqu'au moment de l'embauche. Il serait judicieux de lancer le plus de projets possible le plus tôt possible, et de réduire la durée du processus de création.

C =	B + réforme justice, PPP, Chômage frictionnel, Transfert techno, R&D
-----	--

Pattern 18 - Public Private Partnership

• Result of:

- Debt control
- Budget equilibrium
- Aggregate demand



Impact on:

- Likely to reach frictional unemployment (combined with Investment rise and FDI)
- Economic growth (step 3)

→ 6 – Création d'emplois – extension de la population active

La consolidation du chômage frictionnel grâce aux PPP aura certainement un effet bénéfique sur la population active, qui est en ce moment de l'ordre de 45% de la population en âge de travailler, alors que le benchmark dans les économies prospères dépasse les 65%

Situation présente		Objectif	
Population actuelle	4,200,000	Population actuelle	4,200,000
Entre 15 et 65 ans	2,800,000	Entre 15 et 65 ans	2,800,000
Population active 45%	1,260,000	Population active 65%	1,820,000
Chômage actuel	250,000	<i>Chômage frictionnel</i>	90,000
Population au travail	1,010,000	<i>Population au travail</i>	1,630,000

Le chômage récurrent pèse lourd sur la population active. En général plus le chômage se rapproche de son niveau frictionnel plus il encourage, du fait des

opportunités et des salaires, de nouvelles vagues, qui jusqu'alors avaient boudé le marché de l'emploi, d'offrir leurs services.

La chaîne de valeur permet à ce stade une modification structurelle, celle de valoriser le capital humain, dont l'effet équivaut à un multiplicateur de productivité et une hausse substantielle du standard de vie. En effet le Liban a la population la plus éduquée et la plus expérimentée de la région, qu'il suffit de mettre au travail, ce qu'on a jamais su faire, et que ce programme propose.

D =	C + Population active 65% de la population en âge de travailler
-----	---

Pattern 19 - Job creation, Rise of Workforce

• Result of:

- Investment (including PPP)
- Foreign Direct Investment in production sectors
- Infrastructure program over 10 years



Impact on:

- Frictional unemployment ⁽¹⁾
- Increase of labor force ⁽²⁾
- Rise in standard of living
- Sharp decrease in the population under poverty line

→ 7 – Réduction des inégalités

Le Liban est l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Un revenu de 18,500 dollars en pouvoir d'achat comparé per capita et une population au-dessous du seuil de pauvreté de plus de 30% en font probablement le pays le plus inégalitaire dans l'absolu.

Cette inégalité a une triple implication : économique, sociale et sécuritaire.

- Economique. La demande globale est d'autant plus faible que les revenus sont inégalitaires. Cette situation ne peut plus être corrigée par l'investissement depuis que les marchés financiers grands ouverts ont réduit à néant le lien qui existait entre l'épargne nationale et l'investissement. Aujourd'hui l'investissement dépend de la productivité et de la notation du pays ; et l'épargne trouve son chemin dans les circuits locaux ou internationaux rémunérateurs.
- Sociale. Le phénomène de l'inégalité est mondial et entrain de miner les nations les plus évoluées autant que les nations en voie de

développement. On oublie souvent qu'à côté du capital et du travail, il existe un troisième facteur essentiel à la génération et à la conservation des richesses, c'est l'Etat. Or l'Etat est la propriété de tous les citoyens, au même titre, sans exception. Cela donne droit à un minimum de vie décente que permet le Revenu national avant toute rémunération due au capital ou au travail.

- Sécuritaire. L'inégalité flagrante des revenus, surtout quand elle tombe au-dessous du minimum vital justifie l'amertume du citoyen. Le Liban a connu une révolution 12 ans après la seconde guerre mondiale, puis 16 ans après ; depuis 1992 un laps de temps de 26 ans s'est écoulé et les indicateurs tant politiques qu'économiques ne sont pas bons.

Un chantier de politique fiscale plus égalitaire avec des réalisations partielles immédiates, clairement orientées vers l'objectif final, peut seul éteindre la mèche qui couve sous les cendres. Il ne suffit pas que leaders et historiens donnent des explications confessionnelles ou de stratégie régionale pour croire que les événements seraient indépendants de la souffrance du peuple.

E =	D + Politique fiscale égalitaire, Développement inclusif
-----	--

Pattern 20 - Reducing Inequalities

- Result of:

- Fiscal policy
- Job creation



- Impact on:

- Raising demand on domestic production
- Promoting democracy and civil values
- Improve safety and respect of the law

→ 8 – Hausse de la Demande de produits locaux

Alors que la protection réserve une plus grande part à la production nationale sur le marché local, mais en contrepartie menace les accords commerciaux et les avantages que la production libanaise retirait des pays avec qui nous sommes liés par ces accords ; l'amélioration de la productivité augmente la part du marché local attribuée à l'industrie nationale sans réduire les avantages dont elle dispose à l'exportation, bien au contraire.

Ajouter à cela que l'avantage compétitif obtenu, quel que soit le moyen, est loin de se traduire par un impact proportionnel sur le marché, le choix peut se porter sur d'autres facteurs que le prix en dépit de la « théorie des choix rationnels »

A noter que la protection et/ou une subvention peuvent s'avérer nécessaires pour lutter contre la tendance oligopolistique ou même monopolistique suscitée par les rendements d'échelle croissants qui favorisent la grande entreprise aux dépens des PME, ainsi que les situations de concurrence imparfaite qui limitent la théorie des avantages comparatifs (Krugman : Théorie du commerce international, 1979).

La protection adoptée pour soutenir la concurrence doit être nécessairement limitée dans le temps, et disparaître dès que les causes qui l'ont suscitée ont disparu, et/ou qu'un nombre suffisant d'entreprises aient atteint leur seuil de productivité optimum.

Une faible protection suffit le plus souvent à rétablir l'équilibre du marché (10% à 15%). Une protection modérée (15% à 25%) pourrait s'avérer nécessaire pour les produits stratégiques. Une forte protection (25% à 40%) devrait toujours être assortie d'un délai limité d'application. Au-delà de 40% la protection n'a pas de justificatif économique, car elle correspond généralement à 100% de la valeur ajoutée dans le pays.

L'adaptation du tarif est une fonction technique et fréquente que doit assumer le Conseil supérieur des douanes ; le Conseil des ministres est un organisme trop lourd pour pouvoir assumer cette responsabilité.

Pattern 21 - Raising Demand on Domestic Products

- Result of:

- Job creation
- Reducing inequalities



- Impact on:

- Local Investment
- Foreign Direct Investment
- Public Private Partnership

→ 9 – *Stabilisation/Amortissement de la Dette publique*

Si l'on se pose la question : pourquoi le service de la dette s'est élevé à 5 milliards de dollars en 2017, soit 31.5% de la Dépense publique, alors que la

monnaie nationale est indexée au dollar depuis 25 ans et aussi stable que la devise américaine ?

Nous rentrons dans un cercle vicieux où le paradigme de la stabilité justifie les taux d'intérêt, et les taux d'intérêt justifient le service de la dette. Une étude d'impact devrait démontrer les dégâts collatéraux sur l'investissement et l'emploi.

Nous arrivons après 25 ans de stabilité à cette situation paradoxale où l'Etat émet des euros bonds à 10 ans et à 7% alors que les *10Y Notes* du Trésor américain sont émis à 2.8% à la même période. Evidemment le Liban n'est pas les Etats Unis, alors pourquoi le peg au dollar ? Pour réduire le service de la dette il est indispensable qu'un organisme indépendant assume la responsabilité et focalise sa gestion sur cet objectif, sans être soumis à d'autres objectifs conflictuels.

L'amortissement de la dette n'est ni impossible ni peut être souhaitable. Le service qu'elle a rendu à ce jour est probablement décevant, alors que l'opinion publique ne se rend compte que du service de la dette, en ignorant l'effet d'éviction du secteur de production (*crowding out*) qu'elle a causé et qui serait sans commune mesure avec les frais annuels qu'elle a occasionné.

Travailler à l'amortissement de la dette consiste d'abord à rationaliser le service de la dette qui ne peut être planifié et exécuté dans les règles de l'art qu'à partir d'une administration dégagée de toute obligation contradictoire, une administration autonome telle que décrite précédemment.

Certaines sources pensent affecter les revenus des hydrocarbures à l'amortissement de la dette ; ceci dans le but de préserver ces revenus d'une éventuelle dilapidation dans le cadre des dépenses de l'Etat, ou en déduction des recettes que l'Etat avait l'habitude de prélever. Je ne crois pas que cela soit un choix judicieux. L'option rationnelle serait plutôt d'introduire les revenus des hydrocarbures dans les recettes du Budget et d'affecter dans le cadre des dépenses le service de la dette et l'amortissement planifié.

Cela n'exclut pas l'endettement en vue de projets rentables (PPP) dont l'amortissement est assuré par les revenus du projet ; ou d'investissements utiles dont l'amortissement justifie de figurer aux dépenses de l'Etat après avoir assuré le développement attendu (infrastructures nécessaires au développement inclusif).

La combinaison de ces deux mouvements détermine l'amortissement dynamique de la dette et fait partie de la gestion de l'autorité compétente.

Pattern 22 - Stabilization / Amortization of the Debt

- Result of:
 - Debt Management Unit ⁽¹⁾
-  Impact on:
- End of crowding out effect ⁽²⁾
 - Budget equilibrium

→ 10 – Equilibre budgétaire

L'Equilibre budgétaire est indispensable mais doit demeurer un outil efficace de la politique économique. Une certaine souplesse à la fin de la décennie a préservé les Etats Unis et l'Europe d'une crise aussi violente qu'en 1929

C'est une erreur de distinguer le « budget primaire » du budget général, car cela revient à dire que le dérapage du au service de la dette est tolérable. Ce n'est pas le cas. Les effets pervers sont exactement les mêmes quel que soit l'origine du déficit.

Par contre, si une réduction d'impôts ou un surplus de dépenses s'impose en période de crise, il faut considérer le déficit à moyen terme, par exemple dans un horizon de 5 à 8 ans, au terme des quels l'équilibre se rétablit. La première période qui constate le déficit doit assurer la relance assez rapidement pour que le retour à la normale se fasse dans les meilleures conditions sans résurgence du chômage.

L'Europe a prévu une flexibilité de l'ordre de 3% du PIB, en référence à Maastricht. Cela s'est avéré insuffisant, les états n'ont pas réalisé une véritable relance à ce jour constatée par une réduction du chômage.

Pattern 23 - Budgetary Equilibrium

- Result of:
 - Establishment and control of the budget according to the rules of art ⁽¹⁾
 - Reduce debt service
-  Impact on:
- Tax stability
 - Sustainable Development

→ 11 – Retour aux valeurs démocratiques

La synergie développée par les quatre initiatives décrites dans la première partie de ce papier réalise dans une large mesure le souhait du citoyen et à

ce titre ressemble à un plébiscite de l'opinion publique pour une situation longtemps souhaitée.

Les divers aspects, économique, social, sécuritaire et politiques visés par ces initiatives représentent tout à fait les valeurs civiques que le citoyen souhaiterait promouvoir dans le pays.

La corruption est sévèrement punie par la loi libanaise. Il faut se plaindre plutôt de la non application des lois. Avant de multiplier les initiatives et/ou réviser les textes il faut veiller à leur stricte application.

La réforme de la justice devrait adopter parmi ses priorités cet objectif. L'application des lois doit couvrir tous les domaines et non seulement la corruption.

Il est à espérer que cette initiative serait nécessaire et suffisante pour enrayer la corruption. Elle pourrait rentrer immédiatement en application sans attendre de mesures probablement superflues.

Pattern 24 Promotion of Democracy and Civil Values

- Result of:
 - Judicial Reform
 - Reducing Inequalities

→ 12 – *La voie du développement inclusif*

Jusqu'à présent on a évité de parler de développement pour éviter la confusion avec la réforme qui accorde une place prépondérante au temps et à l'énergie déployée pour accomplir le changement ; alors que le développement obéit à d'autres priorités.

Maintes mesures de développement ont été écartées de peur de retarder la réforme, et même de lui faire échec. Pourtant le développement inclusif domine toute l'action, il est à la fois le but ultime et la raison d'être de la réforme.

Pattern 25 - The Path to Inclusive Development

- Result of:
 - Reform
 - Budget Equilibrium

Schéma de réalisation de la réforme

A =	Productivité , Déficit Commercial, Chômage <10%
-----	--

B =	A + Gestion dette , Notation pays, IDE secteurs de production
-----	--

C =	B + Justice , PPP, Chômage frictionnel, Transfert techno, R&D
-----	--

D =	C + Population active 65%
-----	----------------------------------

E =	D + Politique fiscale égalitaire , Développement inclusif
-----	--

